

L'ÉCONOMIE

Le Japon est entré dans l'ère de la globalisation



La Bourse de Tokyo

La bourse de Tokyo est la plus grande bourse en Asie, plus de 2,000 sociétés y sont cotées.

©Tokyo Stock Exchange

La période de forte croissance

L'économie de l'après-guerre au Japon s'est développée sur les vestiges d'infrastructures industrielles détruites en grande partie au cours de la Seconde Guerre mondiale. En 1952, à la fin de l'occupation par les troupes alliées, le Japon était un « pays en voie de développement », avec une consommation par habitant équivalente à 1/5ème environ de celle des États-Unis. Durant les deux décennies suivantes, le Japon présenta un taux de croissance annuel moyen de 8%, ce qui lui permit de passer, le premier, du statut de « pays en voie de développement » à celui de « pays développé » dans la période

d'après-guerre. Ces résultats étaient dus en partie au taux d'épargne élevé des particuliers et aux investissements du secteur privé, à une main-d'œuvre très consciencieuse, à la fourniture, à grande échelle, de pétrole bon marché, à des innovations technologiques, et à l'intervention efficace du gouvernement dans le secteur industriel privé. Le Japon a été l'un des plus grands bénéficiaires de la croissance rapide de l'économie mondiale après la guerre, sous la bannière du libre échange promu par le Fonds monétaire international et l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). En 1968, son économie devint la deuxième du monde, derrière celle des États-Unis.

Entre 1950 et 1970, le pourcentage de

Le chantier naval de Port Island, Kobe
Conteneurs de fret prêts à être chargés et expédiés. L'exportation mondiale des produits manufacturés a été une force major dans la croissance économique du Japon d'après-guerre.



Japonais habitant la ville passa de 34% à 46%. Ces nouveaux citoyens venaient ainsi gonfler la main-d'œuvre industrielle. La compétitivité de l'industrie japonaise a augmenté régulièrement, avec une progression des exportations d'environ 18,4% par an en moyenne au cours des années 60. Après le milieu des années 60, la balance des comptes courants présenta un excédent chaque année, à l'exception des deux années qui suivirent le choc pétrolier de 1973. La croissance économique de cette période, encouragée par de forts investissements du secteur privé reposant sur le ratio élevé de l'épargne des particuliers, était accompagnée de changements significatifs dans le domaine des infrastructures industrielles de l'Archipel. Alors que l'économie japonaise se reposait auparavant essentiellement sur l'agriculture et les industries légères, elle se focalisa désormais sur la fabrication lourde. Le fer et l'acier, les chantiers navals, les machines-outils, l'industrie automobile et les appareils électroniques dominèrent bientôt le secteur industriel.

En décembre 1960, le Premier Ministre Ikeda Hayato annonçait un plan visant à doubler les recettes, avec pour objectif une croissance en volume du PIB de 7,2% au cours de la décennie 1961–1970. La planification économique du gouvernement misait sur l'expansion de la base industrielle, alors considérablement lucrative, pari qui aura permis de doubler les recettes nationales au cours de la période 1961–1968, atteignant ainsi un taux de croissance économique de 10%.

Une économie mature

Le plan économique et social de base du Premier Ministre Kakuei TANAKA (février 1973) prévoyait la poursuite des forts taux de croissance pour la période 1973 – 1977. Cependant, la politique macroéconomique intérieure entraîna en octobre 1973 un accroissement rapide de la masse monétaire qui aboutit à une large spéculation dans le domaine de l'immobilier et des équipements domestiques.

Le Japon souffrait déjà d'une inflation à deux chiffres, quand, en 1973, le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient conduisit au premier choc pétrolier, une crise pétrolière qui a fortement augmenté les prix de l'énergie et le coût de plusieurs articles de consommation. En même temps, le taux de change du yen fut relayé par un taux flottant pour mieux refléter sa valeur réelle, ce qui a engendré une hausse des prix des exportations japonaises. La récession qui s'ensuivit amoindrit les espoirs de croissance future, ce qui conduisit à une diminution des investissements privés. La croissance économique ralentit de 10% à 3,6%, en moyenne, entre 1974 et 1979, pour remonter à 4,4% pendant les années 80.

Le deuxième choc pétrolier en 1979 est à l'origine d'un changement d'orientation fondamental dans la structure industrielle du Japon qui se démarqua de l'industrie lourde pour développer de nouveaux secteurs tels que l'industrie des semi-conducteurs VLSI. Vers la fin des années 70, les exportations d'ordinateurs, de semi-conducteurs et d'autres équipements et produits technologiques et informatiques font un véritable bond en avant.

Comme lors de la période de forte croissance, les exportations continuèrent à jouer un rôle important dans la croissance de l'économie japonaise au cours des années 70 et 80. Toutefois, les pressions commerciales, qui accompagnèrent l'excédent de la balance des paiements du Japon, augmentèrent pour forcer le Japon à encourager l'ouverture de son marché intérieur et à se recentrer davantage sur la demande intérieure, comme moteur de la croissance économique.

L'économie de bulle

A la suite de l'accord du Plaza en 1985, la valeur du yen augmenta brusquement, atteignant 120 yens pour un dollar en 1988, soit trois fois sa valeur de 1971 sous le système des taux de changes fixes.

L'Augmentation consécutive des prix des produits japonais à l'exportation réduisit leur compétitivité sur les marchés étrangers, mais des mesures gouvernementales d'ordre financier contribuèrent à augmenter la demande intérieure.

L'investissement des entreprises augmenta brusquement en 1988 et 1989. Avec le prix des actions plus élevé, les nouvelles émissions de capitaux prirent rapidement de la valeur, faisant d'elles une importante source de financement pour les entreprises, tandis que les banques cherchaient des débouchés pour leurs fonds dans le développement immobilier. Les entreprises, pour leur part, utilisèrent leur portefeuille immobilier comme nantissement pour spéculer sur le marché boursier, ce qui fit doubler la valeur du prix des terrains sur cette période et entraîna une augmentation de 180% de l'indice Nikkei à la bourse de Tokyo.

En mai 1989, le gouvernement resserra sa politique monétaire dans le but de supprimer la hausse de valeur des avoirs comme celle des terrains. Cependant, les taux d'intérêt élevés provoquèrent une baisse du prix des actions. À la fin de l'année 1990, la bourse de Tokyo avait perdu 38% de sa valeur, effaçant 300 billions de yens en valeur (2,07 billions \$ US), et les prix des terrains s'effondrèrent brutalement par rapport aux cours spéculatifs les plus hauts. Cette plongée dans la récession est connue sous le terme « d'éclatement » de la « bulle économique ».

L'économie depuis 1995

La récession consécutive à la bulle économique continua tout au long de la seconde moitié des années 90 et jusqu'au nouveau millénaire. Quelques embellies passagères ont été constatées dans le domaine économique en 1995 et 1996, en partie imputables à la chute de valeur du yen et à un surcroît de demande dû aux efforts de reconstruction après le grand tremblement de terre d'Hanshin-Awaji en janvier 1995.

En 1997, toutefois, la conjonction de divers facteurs, dont l'augmentation de la TVA, la réduction de l'activité d'investissement du gouvernement et la banqueroute des principales institutions financières, ont rapidement accentué la récession. Plombées par un énorme volume de créances douteuses aggravées par la baisse du prix des terrains toujours actuelle, les institutions financières sont devenues plus sévères dans leur politique de crédit ; ainsi elles ont forcé les entreprises à limiter leurs implantations et leurs investissements en équipements. Cela, ajouté à la chute des exportations due à la crise économique en Asie, provoqua une baisse des profits dans presque toutes les industries. Salaires et rémunérations furent également revus à la baisse, entraînant dans leur chute les dépenses de consommation ; et, en 1998, l'économie japonaise accusait un taux de croissance négatif.

En 1998, le gouvernement établit un plan de refinancement de 60 billions de yens afin de promouvoir le rétablissement de l'économie, et il consacra également 40 billions de yens supplémentaires à des mesures d'urgence pour compenser la réduction des prêts accordés par les institutions financières. Le budget de la nation pour l'exercice 1999 incluait une forte augmentation des dépenses publiques, et certaines actions ont été décidées, dont l'augmentation de la taxation des crédits portant sur de nouvelles acquisitions immobilières, afin de réduire les impôts. En février 1999, la Banque du Japon institua une politique de taux d'intérêt de 0% pour le court terme, afin de faciliter l'offre de fonds, et en mars le gouvernement injecta 7,5 billions de yens de fonds publics dans les 15 principales banques.

À la suite de ces mesures et d'une demande croissante de produits japonais en Asie vers la fin de l'année 1999 et en 2000, des signes d'amélioration se manifestèrent, comme l'augmentation du prix des stocks et la croissance des revenus dans certains secteurs industriels. Cependant, en 2001, l'économie japonaise a connu à nouveau la

Cependant, en 2001, l'économie japonaise a connu à nouveau la récession du fait de problèmes intérieurs — demande intérieure stagnante, déflation, fardeau permanent des créances douteuses des banques japonaises — et de facteurs internationaux, comme la baisse des exportations japonaises, due à la détérioration de l'économie américaine. Le taux de chômage, qui n'était que de 2,1% en 1990, atteignit jusqu'à 3,0% en 2016.

Passé le creux de la vague en début de 2002, l'économie japonaise est finalement entrée dans une période de redressement lent mais régulier qui s'est poursuivie jusqu'au milieu de la décennie. Persistants pendant plus de 10 années, les effets résiduels négatifs de l'éclatement de la bulle économique semblent finalement avoir été en grande partie surmontés. Le ratio des créances irrécouvrables des principales banques a chuté de plus de 8% en 2002 au-dessous de 2,0% en 2006, et ceci a contribué au rétablissement des réserves de crédits bancaires, et les banques sont de nouveau en mesure de fonctionner à plein comme des intermédiaires financiers.

Pour mettre fin à la décroissance économique à long-terme et surmonter la déflation, à partir de 2012, le Gouvernement Abe II a appliqué de nouvelles politiques économiques, plus communément connues sous le nom de « Abenomics ».

Les Abenomics se basent sur trois politiques économiques que l'on appelle les « Trois Flèches ». La première flèche représente une « politique budgétaire expansive », qui vise à dissiper la notion de déflation en accroissant la quantité de monnaie en circulation via une politique d'assouplissement monétaire. La deuxième flèche représente une « politique monétaire non conventionnée », selon laquelle le gouvernement japonais prend l'initiative de créer la demande à l'aide d'un budget d'environ 10 billions de yens, afin de mettre en place de nouvelles mesures économiques. La troisième flèche représente une « stratégie de croissance pour susciter les investissements du secteur privé », dont l'objectif est de créer une société capable d'engagements dynamiques de la part des entreprises privées et individuelles via une déréglementation.

Ces politiques ont eu pour résultat une croissance du PIB réel, accompagnée d'une baisse du nombre de chômeurs et de faillites.

L'inquiétude est croissante devant les conséquences qu'aura sur l'économie le vieillissement de la société japonaise. En 2018 environ 28,1% de la population était de 65 ans ou plus mais il est estimé que ce chiffre sera aux alentours de 39,9% d'ici 2060. De manière à minimiser les conséquences qu'entraînera la réduction de la population active, il sera nécessaire d'accroître, d'une part, la productivité du travail, et, d'autre part, de promouvoir l'emploi des femmes et des personnes âgées de plus de 65 ans. En outre, des réformes fondamentales dans les systèmes des pensions et autres assistances sociales seront nécessaires dans le but d'éviter de féroces inégalités entre les générations, en ce qui concerne les charges qui leur incomberont et les avantages dont elles bénéficieront.

En 2019, Le Japon a commencé d'accepter plus de travailleurs étrangers pour répondre aux besoins des entreprises de petites et moyennes tailles qui connaissent des pénuries de main-d'œuvre. Ces travailleurs ont commencé à fournir une assistance indispensable dans les secteurs des services infirmiers, de la fabrication, la construction et de l'agriculture.



Une population vieillissante

Au Japon, le vieillissement de la population présente plusieurs défis économiques.

Des connexions croissantes en Asie

La part des biens manufacturés dans les importations japonaises a considérablement augmenté depuis le milieu des années 80, dépassant 50% en 1990 et 60% à la fin des années 90, alimentant les craintes de voir

l'industrie japonaise se vider de sa substance. Des frictions commerciales de plus en plus nombreuses, dans la seconde moitié des années 80, et la hausse subite du yen ont contraint de nombreuses entreprises dans les secteurs-clés de l'exportation à délocaliser leurs productions à l'étranger, surtout dans l'Asie du Sud-Est. Les produits manufacturés dans ces facilités sont exportées à l'étranger autant que dans le marché domestique japonais, néanmoins la part de marché des biens importés excède désormais celle des biens produits au Japon.

Récemment, l'inquiétude s'est portée sur la hausse rapide des importations de biens manufacturés de Chine. Entre 2001 et 2005, les importations japonaises en provenance de la Chine ont augmenté de 170%. Pendant la même période, les exportations à destination de la Chine ont progressé à un taux encore plus rapide : 235%.

En 2018, la part de la Chine dans le commerce international du Japon a connu une croissance de 21,4% alors que celle des États-Unis est retombée à 15%. Les exportations de produits électroménagers numériques et en relation avec l'automobile du Japon sont dynamiques et les exportations vers la Chine ont dépassé le niveau des 100 milliards de dollars depuis 2007. Le commerce extérieur du Japon par rapport à la Chine est déficitaire depuis l'année 1988. Toutefois, une grande partie des exportations du Japon vers Hong Kong sont réexpédiées vers le continent chinois et si ce fait est pris en considération pour l'observation du commerce entre le Japon et la Chine sur la base des exportations, le Japon enregistre en fait un excédent commercial. Après avoir culminé en 2014, le déficit commercial a décliné depuis lors.

L'augmentation simultanée du volume des exportations et des importations de produits avec la Chine est en partie le résultat de la division du travail à l'échelle internationale dans le cadre d'une globalisation de la production. Les entreprises japonaises exportent des biens d'équipements (machinerie) et des biens intermédiaires (composants, etc.) vers les sites de

production construits grâce à leurs investissements directs en Chine, et elles réimportent ensuite au Japon les biens finis. Il existe toujours une division verticale du travail, le Japon se spécialisant dans les modules et les procédés à forte teneur en savoir et en technologie, la Chine se spécialisant dans les modules et les procédés à forte teneur en travail. Toutefois, à mesure que la Chine et d'autres pays en voie de développement améliorent leurs capacités techniques, le défi pour l'industrie manufacturière japonaise est de maintenir l'avantage dans les secteurs à

Avec une augmentation rapide du nombre de visiteurs étrangers, la consommation touristique augmente également. En 2015, la balance touristique, qui est calculée comme l'argent dépensé en logement et nourriture par les étrangers au Japon, moins l'argent dépensé par les Japonais à l'étranger, était dans le noir pour la première fois depuis 1962. La plupart des touristes vient des pays asiatiques voisins. Le nombre de visiteurs chinois, sud-coréens, taïwanais et de Hong Kong au Japon équivalait à environ 70% des visiteurs étrangers en 2018, et la part de la consommation touristique dans les frontières japonaises pour ces pays et régions a dépassé les 70% en 2018.



Un magasin du Quartier Electrique d'Akihabara à Tokyo

Des appareils électroniques allant des ordinateurs à l'électroménager sont en vente dans ce quartier.